

## CONTEXTE

La crise sanitaire liée au coronavirus et le confinement qui en a résulté ont mis en grande difficulté économique et financière les entreprises de l'économie locale. A ce titre, la Région Bourgogne Franche-Comté, compétente et chef de fil en matière de développement économique, associe les EPCI (les Communautés de communes notamment) en convenant d'un Pacte territorial pour soutenir et assurer un soutien financier aux entreprises de proximité.

Le Pacte territorial se compose notamment d'un **Fonds Régional des Territoires (FRT)**. Celui-ci est alimenté à la fois par la Région elle-même à hauteur de 5€ par habitant et par les EPCI à hauteur de 1€ par habitant.

Le Fonds Régional des Territoires se compose de deux volets :

1. **Un volet collectivité**, portant sur des actions collectives que la Communauté de communes engage elle-même en soutien aux entreprises locales ;

2. **Un volet entreprises**, portant sur les aides directes que la Communauté de communes attribuera aux entreprises locales sous la forme de subventions et sur délégation de la Région Bourgogne Franche-Comté.

Ce deuxième volet fait l'objet du présent règlement. Celui-ci définit les modalités d'intervention de la Communauté de communes en faveur des entreprises de l'économie de proximité et en cohérence avec le cadre régional posé.

Ainsi, s'agissant de la Communauté de communes Rives de Saône, le fonds territorial de subventions destinées aux entreprises de proximité sera doté comme suit :

Contribution de la Région Bourgogne Franche Comté en investissement : 84 044 €

Contribution de la Communauté de Communes en investissement : 20 600 €

**Montant total en faveur du territoire : 104 644 €**

## BENEFICIAIRES

PME ayant leur établissement dans le territoire de la Communauté de communes Rives de Saône et dont le siège est situé en Région Bourgogne Franche-Comté.

Plus précisément, sont concernées par le fonds territorial de subventions les PME dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés inclus en Equivalent Temps Plein (TPE).

Sont considérés comme salariés les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : dirigeant « assimilé salarié », un dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.

Sont exclues les SCI, les autoentrepreneurs, les microentreprises, les entreprises en cours de liquidation, les professions libérales dites réglementées et les entreprises industrielles.

## NATURE DE LA DEPENSE

Dépenses éligibles :

- Investissements matériels immobilisables, immatériels

- Charge des remboursements d'emprunt liés à des investissements immobilisables et immatériels, pour la partie en capital, contractés à compter du 16 mars 2020 et jusqu'au 31/12/2020.

Dépenses inéligibles :

- Aides à l'immobilier d'entreprise. Elles sont de la compétence exclusive du bloc communal et pourront être complétées le cas échéant par les dispositifs régionaux dédiés en vigueur.

## **CRITERES D'ELIGIBILITE**

Dans une logique de soutien aux nouvelles initiatives des entreprises en période de post-confinement, les projets retenus par la Communauté de communes favoriseront l'économie locale de façon durable dans les domaines suivants :

- Pérennisation des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire (commerce, artisanat, prestataires de services) ;
- Réorganisation à la suite de la crise des modes de production, d'échanges, de distribution et des usages numériques (commercialisation, mise en place d'un système de livraison, de drive, de vente en ligne, promotion collective etc.) ;
- Valorisation des productions locales et savoir-faire locaux (valorisation des produits locaux, développement de la vente de proximité en secteur rural...)
- La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse (circuits-courts valorisés, autonomie énergétique et alimentaire, économie circulaire, économie collaborative, transports doux et partagés, isolation et alternatives énergétiques, solidarités de proximité...)
- L'adaptation et l'atténuation au changement climatique (amélioration performance énergétique, mode d'organisation, localisation, technique de production...)

## **CRITERES DE NON ELIGIBILITE**

- Actions et/ou dépenses qui relèvent du quotidien de l'entreprise (charges du personnel, de fonctionnement, renouvellement mobilier, paiement de loyers etc.)
- Aménagement, entretien et rénovation courante du point de vente extérieur et intérieur et/ou de l'outil de travail, qui relèvent du quotidien
- Projets qui relèvent de l'aide à l'immobilier d'entreprise (cf. règlement spécifique à la Région et à la Communauté de communes)

## **MONTANT ET FINANCEMENT**

Les aides sont attribuées dans la limite de l'enveloppe communautaire et dans les conditions fixées dans le présent règlement.

Il est possible de cumuler les aides au titre du présent règlement avec d'autres dispositifs nationaux (fonds de solidarité national) ou régionaux (Fonds d'urgence au secteur horticole, fonds d'urgence à l'hébergement touristique, fonds de solidarité territorial, ...), sous réserve des régimes d'aide applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes.

La Communauté de communes Rives de Saône interviendra selon les conditions suivantes :

### Investissements matériels immobilisables, immatériels

- Sur des projets qui n'ont pas été engagés avant l'octroi de l'aide. Seules les dépenses payées après la décision d'octroi pourront être retenues dans le calcul de l'aide octroyée ;
- L'engagement des dépenses soutenues (factures acquittées) devra intervenir dans un délai de 12 mois maximum suivant la décision d'octroi ;
- Le montant de l'aide sera attribué en fonction de la nature du projet et du plan de financement de l'opération. Le taux d'aide maximum est fixé à 50% du montant des dépenses éligibles, hors TVA. Le montant de l'aide sera plafonné à 5 000 € par projet.

- L'entreprise devra assurer un autofinancement du projet (par fonds propres ou emprunt) représentant 20% du montant hors TVA des dépenses éligibles ;
  - Un premier contact avant le dépôt du dossier devra être établi avec la Communauté de Communes afin de vérifier la viabilité, la pertinence et l'éligibilité du dossier au regard des critères du présent règlement.
- Les aides pourront être attribuées jusqu'au 31 décembre 2021.

Charge des remboursements d'emprunt liés à des investissements immobilisables et immatériels, pour la partie en capital, contractés à compter du 16 mars 2020 et jusqu'au 31/12/2020.

- Seules les échéances en capital futures peuvent être éligibles.  
*Par exemple, pour un prêt ayant démarré au 1<sup>er</sup> avril 2020, c'est le capital restant dû au moment de la demande formulée auprès de la communauté de communes qui sera pris en compte comme base éligible de l'aide.*
  - Les justificatifs de dépenses devront être transmis dans un délai de 12 mois maximum suivant la décision d'octroi ;
  - Le montant de l'aide sera attribué en fonction de la nature du projet. Le taux d'aide maximum est fixé à 50% du capital restant dû. Le montant de l'aide sera plafonné à 5 000 € par projet.
  - Un premier contact avant le dépôt du dossier devra être établi avec la Communauté de Communes afin de vérifier la viabilité, la pertinence et l'éligibilité du dossier au regard des critères du présent règlement.
- Les aides pourront être attribuées jusqu'au 31 décembre 2021.

## PROCEDURE

1. Réception de la demande de subventions
2. Instruction de votre dossier par la Communauté de Communes en commission économie
3. Attribution par délibération du bureau communautaire

Le dépôt de la demande d'aide s'effectue directement à la Communauté de communes Rives de Saône, par mail ou par voie postale :  
violaine.couvent@rivesdesaone.fr  
Communauté de communes, 15 bis Grande Rue du Faubourg Saint Michel - 21250 SEURRE

Délai d'instruction : 3 mois.

Le dossier devra comporter les éléments suivants :

- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée ;
- Liste des dirigeants ;
- Extrait k-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE
- Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal ;
- Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée, accompagné éventuellement de devis, et d'un échéancier prévisionnel de réalisation ;
- Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années ;
- Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales du dernier exercice clos ;
- Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale
- Justificatif de l'emprunt pour le remboursement en capital

Des dérogations au règlement local pourront être décidées par le Bureau Communautaire qui respecteront néanmoins le cadre général fixé par la Région.